



Les champs oubliés

Berceau de l'agriculture en Amérique-du-Nord, les productrices et producteurs agricoles ainsi que forestiers de la Capitale-Nationale—Côte-Nord sont fiers de contribuer depuis plus de 400 ans à nourrir les citoyennes et citoyens malgré les nombreux défis auxquels ils font face quotidiennement.

Depuis 100 ans, ces mêmes productrices et producteurs font partie de la grande famille de l'Union des producteurs agricoles. Un regroupement exceptionnel qui a forgé des milliers de voix afin d'assurer la pérennité de l'agriculture pour l'ensemble de notre territoire. Nous sommes fiers de ces 100 ans de réalisations, de collaboration et de mobilisation !

L'hiver dernier, cette solidarité s'est illustrée par plusieurs manifestations partout au Québec afin de dénoncer le manque de sensibilité des différents gouvernements pour notre secteur d'activité. Un secteur dont les normes environnementales sont parmi les plus exigeantes au monde, et dont l'appui financier gouvernemental est au plus bas parmi les différents pays de l'OCDE. Pourtant, ce même secteur a la responsabilité de nourrir chaque jour les 9 millions de Québécoises et Québécois avec des aliments dont la qualité se doit d'être irréprochable.

Nous, productrices et producteurs de la région de la Capitale-Nationale — Côte-Nord, sommes inquiets des avancées du secteur agricole en région périphérique et de la compréhension de nos enjeux par les différents paliers gouvernementaux. L'agriculture habite le territoire québécois dont une grande partie des régions périphériques. Ces dernières représentent un véritable moteur économique pour la vitalité et la pérennité de nos territoires. Le plus difficile pour nous, c'est d'être oublié et de se sentir invisible aux yeux du gouvernement qui façonne ses politiques autour de celles et ceux qui ont de l'influence et des connexions. Nous sommes à la périphérie, là où la vie elle-même est périphérique de ceux qui détiennent le pouvoir.

Les réalités et les enjeux de notre région sont différents et doivent être pris en compte par nos gouvernements si nous tenons à assurer sa survie. L'éloignement des marchés, l'absence de différents services, ou encore les coûts de transport sont en train d'avoir raison de nos entreprises agricoles. Tout coûte plus cher quand on est loin ; pour nous, les prix sont plus élevés et les options limitées. Les crises que vivent certaines filières, notamment la filière porcine dans Charlevoix, et l'absence de programmes adaptés à la réalité des régions éloignées sont d'autres défis auxquels nous devons faire face.

À cela s'ajoutent les nombreux enjeux communs à l'ensemble des entreprises de la province : un contexte inflationniste, le manque criant d'aide financière, la non-actualisation des programmes, l'augmentation de la paperasse administrative ou encore la protection des terres agricoles. Avec les changements climatiques, les pluies qui arrivaient comme une horloge arrivent désormais en retard, ou pas du tout, ou pire, tout d'un coup, inondant les champs en l'espace d'un seul après-midi.



Cette crise que nous vivons nous fait craindre le pire. Le vieillissement de nos producteurs est inquiétant et le risque de perdre des entreprises agricoles est toujours trop présent. Notre relève agricole est à bout de souffle et nous avons le devoir de l'appuyer afin que cette nouvelle génération puisse s'épanouir et grandir. La vitalité de nos territoires est mise à risque, et nous devons collectivement décrire cette situation et trouver des solutions viables.

Aujourd'hui, nous, les 1 938 productrices et producteurs agricoles et forestiers de la Fédération de l'UPA de la Capitale-Nationale—Côte-Nord, demandons une plus grande sensibilité des élu(e)s provinciaux et fédéraux envers les régions périphériques, grandes oubliées lors de l'entente signée en juin dernier. Nous demandons que des actions concrètes soient prises prochainement pour appuyer le secteur agricole afin d'assurer une stabilité pour l'ensemble de nos régions et pour l'ensemble des filières agricoles au Québec.

Nous demandons à nos représentants de la Confédération d'accélérer les discussions avec les différentes instances gouvernementales, et que les enjeux spécifiques des régions périphériques fassent partie intégrante de toutes futures négociations. Nous aussi, les régions périphériques, il faut nous placer au cœur de la solution !

Nous n'écrivons pas ceci pour nous plaindre, mais pour être entendus. Nous, les agricultrices et agriculteurs à la périphérie du monde agricole, travaillons tout aussi dur que ceux des grands pôles, mais avec moins de ressources et plus de risques. Nous faisons face à des défis spécifiques à notre isolement, mais nous ne recevons que trop rarement le soutien ou la reconnaissance nécessaires. Nous croyons en la terre. Nous croyons en ce que nous faisons. Mais si nous voulons survivre, quelque chose doit changer. Nous avons besoin de politiques qui reconnaissent que la colonne vertébrale de l'agriculture ne s'arrête pas aux grands centres – elle s'étend bien au-delà, jusqu'à ces champs oubliés aux quatre coins de la province.